

BRÈVES SECTORIELLES

États-Unis

Une publication du SER des États-Unis
N°2025-34 du 17 octobre 2025

Sommaire

Commerce et sanctions

1. Le président D. Trump s'exprime sur la relation commerciale sino-américaine

Climat – énergie – environnement

2. Les Etats-Unis vont presque doubler leur capacité d'exportation de gaz naturel liquéfié d'ici 2029

Transport et infrastructure

3. Le DoT suspend 40M\$ de financement à la Californie pour refus d'application des exigences fédérales en matière de maîtrise de l'anglais pour les conducteurs professionnels
4. Les Etats-Unis font échouer temporairement un accord mondial à l'OMI sur la décarbonation du secteur maritime

Industrie

Brèves

Distribution et divertissement

Brèves

Agriculture et industrie agroalimentaire

5. L'industrie américaine des produits de la mer saisit la justice contre une décision de l'administration fédérale des pêches d'interdire certaines importations.

Numérique et innovation

6. La Californie adopte de nouvelles lois sur la protection des mineurs en ligne

Santé

7. Astrazeneca annonce un accord avec la Maison Blanche sur la réduction du prix des médicaments

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

Commerce et sanctions

1. Le président D. Trump s'exprime sur la relation commerciale sino-américaine

Le 10 octobre, dans une publication sur le réseau Truth, D. Trump a d'abord [menacé](#) la Chine de relever fortement les droits de douane visant les produits chinois (+100%) et d'envisager de nouvelles contre-mesures économiques en réponse aux nouvelles restrictions chinoises sur les exportations de minéraux stratégiques. Depuis, il a [indiqué](#) que « tout ira bien » avec Pékin, rappelant que « les Etats-Unis veulent aider la Chine, pas lui nuire ». Il a ensuite [déclaré](#) qu'il pourrait mettre fin au commerce de l'huile de cuisson avec la Chine, face au refus du pays d'acheter des fèves de soja américaines, ce qu'il a qualifié d'« acte économiquement hostile » visant délibérément à « causer des difficultés à nos agriculteurs producteurs de soja ».

Le secrétaire au Trésor S. Bessent a quant à lui [déclaré](#) lundi que les États-Unis étaient en pourparlers avec la Chine afin de désamorcer une réescalade des tensions commerciales, et a également indiqué qu'il s'attend à ce que D. Trump rencontre toujours le président chinois Xi Jinping en Corée du Sud à la fin du mois d'octobre. Il a [évoqué](#) mercredi une prolongation de la suspension des droits de douane imposés sur les produits chinois, en échange du report par Pékin de son plan récemment annoncé visant à renforcer les restrictions sur les terres rares essentielles. Le représentant américain au commerce (USTR), J. Greer, a de son côté [exprimé](#) des doutes quant à la mise en œuvre par Pékin de ce plan, qu'il a qualifié d'étouffant pour le commerce d'une grande variété de produits de consommation contenant même une trace de terres rares.

Brèves

- Le 14 octobre, le département du Trésor a [sanctionné](#) 18 individus et 128 entités pour leur implication dans un réseau criminel transnational responsable d'escroqueries en ligne et de blanchiment de fonds volés. Ces mesures ont été cordonnées avec [celles](#) prises par le Royaume-Uni.

Climat – énergie – environnement

2. Les Etats-Unis vont presque doubler leur capacité d'exportation de gaz naturel liquéfié d'ici 2029

L'Agence d'information sur l'énergie (EIA) a [publié](#) le 16 octobre une étude indiquant que les États-Unis devraient augmenter de 13,9 milliards de pieds cubes par jour (Bcf/j) (environ 393 M m³/j) leur capacité de production de gaz naturel liquéfié (GNL) entre 2025 et 2029, doublant ainsi leur capacité actuelle de 15,4 Bcf/j (436 M m³/j). L'EIA précise que l'Amérique du Nord dans son ensemble pourrait passer de 11,4 Bcf/j (323 M m³/j) début 2024 à 28,7 Bcf/j (813 M m³/j) de capacité d'exportation d'ici 2029, du fait de l'augmentation de la production au Canada (2,5 Bcf/j ou 70,8 Mm³/j) et au Mexique (0,6 Bcf/j ou 17 M m³/j). Selon [l'Agence internationale de l'énergie](#), plus de 50 % de la capacité ajoutée de production mondiale de GNL d'ici 2029 proviendra d'Amérique du Nord.

Aux États-Unis, les projets se concentrent autour de la côte du Golfe du Mexique, avec cinq nouveaux terminaux en construction. Trois autres terminaux ont déjà commencé les expéditions. Des retards dans la construction de gazoducs pourraient toutefois freiner l'approvisionnement en gaz de ces terminaux.

Brèves

- Le Département de l'énergie (DoE) a [annoncé](#) le 16 octobre avoir accordé une garantie de prêt de 1,6 milliard USD à une filiale d'American Electric Power pour moderniser 8 000 km de lignes électriques dans le Midwest. Ce projet devrait créer plus de 1 000 emplois et améliorer la fiabilité du réseau dans des zones en forte croissance. Le DoE précise que cette initiative s'inscrit dans la politique de l'administration Trump visant à renforcer la sécurité énergétique et l'indépendance nationale et qu'il s'agit de la première garantie accordée dans le cadre du programme de financement *Energy Dominance Financing* établi dans le cadre de la loi budgétaire *One Big Beautiful Bill Act* du 4 juillet 2025. Le DoE rappelle dans son communiqué que les compagnies d'électricité bénéficiant d'un prêt dans le cadre de l'EDF doivent garantir au DoE que les avantages financiers découlant du financement seront répercutés sur les clients de cette compagnie.

Transport et infrastructure

3. Le DoT suspend 40M\$ de financement à la Californie pour refus d'application des exigences fédérales en matière de maîtrise de l'anglais pour les conducteurs professionnels

Le secrétaire américain aux Transports, Sean P. Duffy, a [annoncé](#) le 15 octobre que la Federal Motor Carrier Safety Administration (FMCSA) allait retenir plus de 40 M\$ de financement à la Californie, à la suite d'une enquête qui a révélé que cet État ne respectait pas les normes du Département des transports (DoT) en matière de maîtrise de l'anglais (English Language Proficiency ou ELP).

Les fonds concernés proviennent du programme d'aide à la sécurité des transporteurs routiers (MCSAP). Le MCSAP accorde des subventions aux États pour leur permettre de mener des inspections routières, de contrôler le trafic, de réaliser des audits de sécurité des entreprises de transport routier et d'organiser des campagnes de sensibilisation du public. Le communiqué précise que pour que la FMCSA rétablisse le financement, la Californie doit adopter et appliquer activement une loi, un règlement, une norme ou une ordonnance compatible avec l'exigence fédérale relative à l'ELP pour les conducteurs professionnels. Cela signifie que les inspecteurs de l'État doivent commencer à effectuer des évaluations ELP lors des contrôles routiers et mettre hors service ceux qui échouent.

Le communiqué rappelle que le DoT avait [annoncé](#) le 26 août 2025 que la Californie faisait partie des États risquant de perdre des fonds fédéraux s'ils ne parvenaient pas à adopter et à appliquer les exigences ELP pour les conducteurs de véhicules commerciaux. M. Duffy déclare à cette occasion : « Soyons clairs : il s'agit d'une somme d'argent précieuse qui devrait être versée aux hommes et aux femmes remarquables des forces de l'ordre californiennes, que nous soutenons. L'insistance du gouverneur Newsom à faire obstruction à la loi fédérale m'a lié les mains ».

4. Les Etats-Unis font échouer temporairement un accord mondial à l'OMI sur la décarbonation du secteur maritime

Le Secrétaire d'Etat Marco Rubio s'est [réjoui](#) sur X le 17 octobre de l'échec de l'adoption d'un accord sur la décarbonation du secteur maritime à l'Organisation Maritime Internationale (OMI). « Grâce à son leadership, les États-Unis ont empêché une augmentation massive des taxes imposées par l'ONU aux consommateurs américains, qui aurait servi à financer des projets climatiques

progressistes. Notre pays continuera à montrer la voie et à donner la priorité à l'Amérique. » a-t-il déclaré.

Le « cadre net-zéro » (Net Zero Framework ou NZF), provisoirement approuvé par l'OMI en avril 2025, devait être approuvé lors d'une réunion de l'organisation cette semaine. L'OMI a finalement décidé de repousser d'un an l'adoption du premier plan mondial visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre des navires dès 2028, avec l'objectif d'atteindre la neutralité en 2050.

La nouvelle administration américaine s'était, dès une [déclaration](#) du 12 août, opposée à cet accord et avait renouvelé le 10 octobre son opposition par un nouveau [communiqué](#) au ton menaçant. Elle y estimait que « Ce sera la première fois qu'une organisation des Nations Unies prélève une taxe carbone mondiale sur le monde entier. » et estimait que « Les répercussions économiques de cette mesure pourraient être désastreuses, certaines estimations prévoyant une augmentation des coûts d'expédition mondiaux pouvant atteindre 10 % ou plus. ». Le communiqué listait par ailleurs les actions que les Etats-Unis envisageaient de prendre à l'encontre des Etats qui soutiennent « cette taxe mondiale sur le carbone imposée aux consommateurs américains ». Le communiqué concluait en indiquant que « Les États-Unis vont prendre des mesures pour imposer ces sanctions aux pays qui soutiennent cette exportation néocoloniale, menée par l'Europe, de réglementations climatiques mondiales. Nous nous battons avec acharnement pour protéger nos intérêts économiques en imposant des coûts aux pays qui soutiennent le NZF. Nos collègues membres de l'OMI doivent en être informés. »

Industrie

Brèves

- Le 14 octobre 2025, le constructeur automobile Stellantis, créé en 2021 par la fusion de Fiat, Chrysler et Peugeot S.A., a [annoncé](#) un investissement massif à hauteur de 13 Md\$ au cours des quatre prochaines années. Cette opération, qui représente la plus importante jamais réalisée par le groupe sur le sol américain, a pour objectif de renforcer la production de Stellantis aux Etats-Unis : l'entreprise vise une augmentation de +50% de sa production américaine, avec notamment le transfert de la production de son Jeep Compass de l'usine d'assemblage de Brampton, en Ontario, vers l'usine d'assemblage de Belvidere, dans l'Illinois, entraînant la suppression de 3 000 emplois canadiens. Stellantis affirme

qu'elle créera 5 000 emplois dans ses usines du Midwest. Bloomberg [rapporte](#) que le Canada a menacé Stellantis de poursuites judiciaires à la suite de ces annonces. Le Premier ministre canadien M. Carney a qualifié la décision de Stellantis de « conséquence directe des droits de douane actuels des États-Unis et des potentielles futures mesures commerciales américaines » dans un communiqué. La ministre de l'Industrie, Mélanie Joly, considérerait que Stellantis est en « défaut » au regard du soutien gouvernemental accordé au constructeur, en vertu d'un accord visant à « maintenir son empreinte canadienne complète, y compris Brampton », comme indiqué dans une lettre adressée au directeur général Antonio Filosa, datée d'aujourd'hui.

- Le 14 octobre 2025, General Motors a [déclaré](#) dans un dépôt réglementaire auprès de la Securities and Exchange Commission, que le groupe enregistrait une baisse de ses bénéfices estimée à 1,6 Md\$, prise en compte au troisième trimestre, principalement en raison de la baisse de la valeur des équipements et usines liés à sa production de véhicules électriques. Le groupe précise que cette diminution comprend une charge comptable de 1,2 Md\$ pour réaligner la capacité des véhicules électriques sur la demande en baisse des consommateurs. Le reste des coûts représente une perte de trésorerie de 400 M\$ après l'annulation de contrats de fournisseurs, suite notamment à l'arrêt d'un crédit d'impôt fédéral pour l'achat de véhicules électriques fin septembre. En parallèle, General Motors a [annoncé](#) suspendre la deuxième phase de construction au Québec d'une usine de cathodes, matériaux utilisés pour les batteries de véhicules électriques.
- Le 15 octobre 2025, Whirlpool Corp. a [annoncé](#) un investissement de 300 M\$ pour renforcer sa production de lave-linges et sèche-linges aux États-Unis. L'augmentation des capacités sur deux sites dans l'Ohio devrait permettre la création de 400 à 600 emplois, selon l'entreprise.

Distribution et divertissement

Brèves

- Le 15 octobre 2025, NBC News a [annoncé](#) le licenciement d'environ 7% de ses effectifs, soit 150 personnes. Cette décision intervient dans le cadre d'une réorganisation du groupe, qui prévoit la scission officielle de la société mère de

NBC News et de nombreuses chaînes câblées, dont MSNBC et CNBC, afin de rationaliser les opérations.

- Les CEOs de plusieurs entreprises américaines de distribution estiment que les tarifs douaniers impactent peu ou pas leur activité :

[Le CEO de Walmart](#), Douglas McMillon, qui s'exprimait lors d'une table ronde à CNBC, a par exemple affirmé que les achats des consommateurs n'ont pas diminué malgré l'incertitude économique et les poussées inflationnistes liées aux droits de douanes. Walmart a même relevé ses prévisions annuelles du mois d'août, qui avaient été annoncées à la baisse pour la première fois depuis 3 ans en anticipation de l'effet des droits de douanes sur la consommation. Douglas McMillon a annoncé qu'il anticipait un maintien de la consommation à un niveau habituel pour les 3^e et 4^e trimestres.

Ce discours est globalement aligné avec celui de May Hike, [le CEO d'Ethan Allen](#), une entreprise américaine spécialisée dans la fabrication de vente de meubles et d'articles de décoration intérieure haut de gamme. Il a estimé que, pour l'ensemble de sa production, dont 25% est issue du Mexique et du Honduras et 25% du reste du monde, « jusqu'à présent, les tarifs pratiqués étaient dans les faits très bas », avec un impact faible sur les prix.

Agriculture et industrie agroalimentaire

5. L'industrie américaine des produits de la mer saisit la justice contre une décision de l'administration fédérale des pêches d'interdire certaines importations.

L'industrie américaine des produits de la mer a [intenté](#) le 9 octobre une action auprès du tribunal du commerce international des Etats-Unis ([USCIT](#)), avec demande d'une injonction préliminaire, pour bloquer la mise en œuvre d'une interdiction d'importation de produits de pêche issus de 240 pêcheries originaires de 46 pays.

Cette interdiction d'importation, à effet du 1^{er} janvier 2026, a été prise par la direction des pêches maritimes ([NMFS – NOAA](#)) du Département du commerce et a été [publiée](#) au Federal Register du 2 septembre 2025. Cette mesure d'interdiction résulte d'un examen

de comparabilité des différentes pêcheries internationales aux règles imposées aux pêcheries américaines et qui visent à prévenir les captures accidentelles de mammifères marins. Ce travail d'analyse résulte de [dispositions](#) prescrites par la [loi](#) de 1972 sur la protection des mammifères marins (MMPA).

Les plaignants, dont l'Institut National des Pêches ([NFI](#)), contestent la décision de l'administration sous deux angles.

Tout d'abord, sans remettre en cause le bien-fondé de la protection des mammifères marins lors des opérations de pêche, ils estiment que l'interdiction d'importation en provenance de certains pays ne s'appuie pas sur des preuves ou des observations en mer des pêcheries des pays en cause mais sur le seul examen de l'existence ou non d'un arsenal réglementaire en la matière.

Par ailleurs, ils considèrent que cette décision d'interdiction d'importations ne prend pas en compte ses conséquences économiques, nationales et internationales. Les plaignants estiment que la mesure devrait affecter 3,9 Md\$ d'échanges commerciaux, soit 13% des importations américaines actuelles de produits de la mer. Par exemple, selon eux, l'une des filières les plus impactées serait celle qui transforme la chair de crabe. En effet, les importations de chair de crabe en conserve s'élèvent annuellement à environ 28 000 tonnes tandis que la production nationale n'est que de 13 tonnes. Par ailleurs, ils considèrent que le délai de quatre mois laissé aux opérateurs pour se conformer à la décision est largement insuffisant avec une « inévitable perturbation des chaînes d'approvisionnement établies de longue date et une augmentation des coûts pour les entreprises américaines de produits de la mer, en particulier les petites et moyennes entreprises ».

Brèves

- Les Démocrates ont lancé une campagne publicitaire de plusieurs dizaines de milliers de dollars dans les districts de 11 représentants républicains du Midwest pour dénoncer l'impact des tarifs de l'administration Trump sur les producteurs de soja. Dans une courte [vidéo](#), un agriculteur accuse la politique commerciale de la Maison-Blanche d'avoir « détruit l'accès au marché chinois et d'imposer aux agriculteurs une dépendance à des aides d'urgence qui ne sont que de simples pis-aller ».

Numérique et innovation

6. La Californie adopte de nouvelles lois sur la protection des mineurs en ligne

Le 12 octobre, le gouverneur de Californie Gavin Newsom a promulgué [plusieurs textes](#) relatifs à la protection des mineurs en ligne, dont la SB 243, qui encadre l'usage des agents conversationnels, et l'AB 1043, qui impose la vérification de l'âge sur les appareils et applications.

La loi [SB 243](#) imposera à partir de janvier 2026 aux fournisseurs d'agents conversationnels des mesures à destination des utilisateurs identifiés comme mineurs, telles que rappeler régulièrement le caractère non humain de l'IA, inciter à faire des pauses régulières et empêcher, par des « mesures raisonnables », la génération de contenus sexuellement explicites.

La loi [AB 1043](#) impose aux systèmes d'exploitation et aux magasins d'applications de demander l'âge des utilisateurs lors de la configuration. Les opérateurs doivent ensuite classer les utilisateurs en quatre tranches d'âge et transmettre ces informations aux développeurs d'applications, qui devront adapter l'accès et les contenus proposés en fonction de cette classification. La loi s'appliquera aux nouveaux appareils à partir de janvier 2027 et exigera la mise en conformité de l'ensemble des équipements dès juillet 2027.

Ces deux textes ont [reçu](#) le soutien de l'industrie, y compris de certaines entreprises directement concernées, comme OpenAI, Google et Meta. Gavin Newsom a en revanche opposé son veto au projet de loi AB 1064, qui aurait interdit l'accès des chatbots aux mineurs si ceux-ci étaient « prévisiblement susceptibles » d'inciter à des comportements dangereux, tels que l'automutilation, les idées suicidaires ou la violence. Le gouverneur a expliqué que ces restrictions larges risquaient de restreindre de manière excessive l'utilisation des agents conversationnels par les mineurs.

Brèves

- Le 13 octobre, [OpenAI](#) et [Broadcom](#) ont annoncé un partenariat visant la co-conception d'« accélérateurs d'IA », incluant puces et systèmes informatiques, spécifiquement adaptés aux besoins du fournisseur de modèles d'IA. Selon les communiqués des deux entreprises, OpenAI concevra ces accélérateurs, tandis que Broadcom assurera leur développement et leur déploiement, prévu à partir de la

seconde moitié de 2026. Le partenariat prévoit un déploiement progressif de ces systèmes pour une puissance de calcul totale de 10 gigawatts.

- Le 14 octobre, le PDG d'OpenAI, Sam Altman, a [annoncé](#) qu'une nouvelle version de ChatGPT sera déployée en décembre 2025, permettant aux « utilisateurs adultes vérifiés » de générer du contenu érotique.
- Le 14 octobre, Salesforce, entreprise américaine spécialisée dans les solutions de gestion de la relation client (CRM), a annoncé l'intégration des modèles d'IA d'[OpenAI](#) et d'[Anthropic](#) dans sa plateforme d'IA agentique, Agentforce 360.
- Le 14 octobre, Walmart, le groupe américain de grande distribution, a [annoncé](#) un partenariat avec OpenAI, permettant à ses clients d'effectuer leurs achats en ligne directement via ChatGPT. Selon Walmart, cette intégration permettra d'anticiper les besoins des consommateurs en apprenant de leurs habitudes et en planifiant leurs achats.

Santé

7. Astrazeneca annonce la signature d'un accord avec la Maison Blanche sur la réduction du prix des médicaments

Le CEO de l'entreprise pharmaceutique anglo-suédoise Astrazeneca, Pascal Soriot, [a annoncé le 10 octobre](#) à la Maison blanche un accord avec l'administration Trump sur la réduction du coût des médicaments vendus sur le territoire américain. Cette annonce fait suite à la lettre du Président de la République adressée à l'industrie pharmaceutique le 31 juillet 2025 et à l'annonce d'un premier accord signé par Pfizer avec la Maison Blanche le 30 septembre dernier.

Astrazeneca s'est ainsi engagé à des baisses de 80% de prix de certains médicaments destinés aux patients atteints de maladies chroniques via le mécanisme de ventes directes (« direct-to-consumer ») via la plateforme « TrumpRx.gov ».

Cet engagement s'ajoute à celui annoncé [en juillet 2025](#) d'investir 50Md\$ d'investissement dans des usines de production et de recherche et développement sur les 5 prochaines années, dans l'objectif que tous les médicaments Astrazeneca vendus aux Etats-Unis soient fabriqués à l'échelle nationale.

Le même jour, l'entreprise a annoncé porter à 4,5 milliards de dollars son investissement dans sa nouvelle usine de fabrication en Virginie

(+500M\$) afin de soutenir ses capacités de production, notamment de médicaments associés aux traitements contre le cancer. Cette nouvelle usine sera située à Rivana Futures (comté d'Albemarle, Virginie) et devrait permettre la création de 3600 emplois directs (notamment dans la recherche et développement) et indirects (construction de la nouvelle usine).

Astrazeneca a ainsi obtenu du DOC (Department of Commerce) un engagement de mettre en pause toute enquête relative à la section 232 et tout potentiels droits de douanes associés pendant 3 ans.

Brèves

- [La FDA \(Food and Drug Administration\) a lancé une initiative](#) (« Commissioner's National Priority Voucher) visant à réduire drastiquement les délais d'examen pour certains médicaments (de ~6-10 mois à 1-2 mois), via des "vouchers" attribués pour des priorités nationales. Les neuf premiers produits retenus pour recevoir ces bons prioritaires concernent par exemple le traitement de l'infertilité, du diabète de type 1, de la surdité ou encore de certains cancers comme le pancréas.
- [Kailera Therapeutics, société spécialisée dans les traitements contre l'obésité](#), a levé **600 millions de dollars** auprès d'investisseurs comme Bain Capital et le Canada Pension Plan, etc. Elle mise notamment sur des essais cliniques en Chine pour accélérer certaines phases.
- Le PDG de Pfizer, Albert Bourla, [a déclaré](#) le 14 octobre dernier qu'il est nécessaire que l'industrie pharmaceutique américaine collabore davantage avec la Chine, qui a beaucoup accéléré ses capacités de développement de médicaments, notamment en termes de nombre de candidats-médicaments et de rapidité des essais cliniques.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington
washington@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER des États-Unis

Abonnez-vous [ici](#)